

DECOR

3 février 2014, plateau vidéo 2ème sous-sol, EnsAD.

Workshop « Gov'Jam, une fiction politique ». Fond bleu « IKB » incurvé, au centre une grande table de bois en U montée sur tréteaux, cernée de chaises oranges Eames Plastic Side Chair DSS. Micros au plafond. Atmosphère aux couleurs contrastées.

PERSONNAGES

Clément	<i>participant</i>
Florian	<i>participant</i>
Hubert	<i>participant</i>
Jules	<i>participant</i>
Louise	<i>participante</i>
Lucas	<i>participant</i>
Meghann	<i>participante</i>
Pablo	<i>participant</i>
Paul	<i>participant</i>
Jeremy, Medhi, Robin	<i>organisateurs</i>
Sarah & Victor	<i>participants et intervenants</i>

INTERNET



Homer Simpson attempts to operate an Internet Provider Service (IPS)

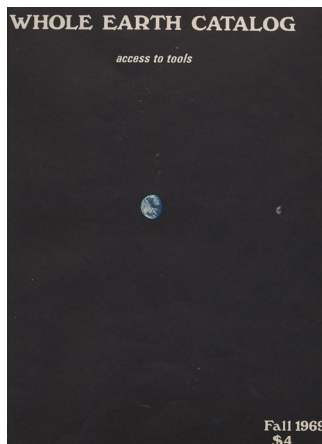
Medhi, Robin et Jérémy viennent de terminer leur conférence sur les différentes formes de systèmes politiques. Sarah & Victor, assis en bout de table, commencent une intervention sur les enjeux politiques d'internet et du logiciel libre.

VICTOR



Adage trouvant son origine dans un dessin de Peter Steiner, New Yorker du 05/07/1993

Ce ne sont pas seulement les militaires qui ont inventé Internet. Dans les années 70, l'idée d'Internet a émergé dans l'esprit de deux « communautés ». Ces communautés ont imprégné de leurs valeurs le réseau. D'un côté, les scientifiques voient en Internet l'outil de la méritocratie, de la « république des informaticiens ». On présuppose l'idée d'égalité : nous sommes tous égaux. Les participants ne sont plus jugés en fonction de critères comme le diplôme, l'âge, le sexe, l'origine ou la catégorie socio-professionnelle mais en fonction de leur seule production. Ce fonctionnement comporte un risque majeur : les actifs disqualifient les passifs. Pourtant ce ne sont pas forcément ceux qui participent le plus qui sont les plus consciencieux. De l'autre côté, une partie de la communauté hippie voit, dans ce qui va devenir Internet, un lieu de débats libres, de partage de savoir et d'anonymat sous couvert d'avatar. Vous pouvez être n'importe qui sur Internet.



Stay Hungry, Stay Foolish

Déjà, le Whole Earth Catalog, publié par Stewart Brand entre 1968 et 1972, puis occasionnellement jusqu'en 1998, préfigurait Internet. Il était auto-produit, augmentable, traitait de sujet divers et variés et l'idée de l'hypertexte y figurait déjà.

ROBIN

C'était une sorte d'encyclopédie.

HUBERT

C'était un guide pour survivre non ?

VICTOR

Pas exactement, c'était plutôt une encyclopédie exhaustive.

ROBIN

Ça t'apprenait même à faire de la sérigraphie!

SARAH

Ça traitait surtout sur l'auto-production.

FLORIAN

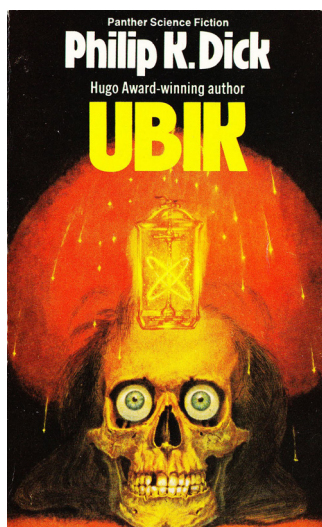
Il est encore trouvable ce livre ?

SARAH

Il y en a un à la bibliothèque de l'EnsAD.

VICTOR

Steve Jobs compara même le Whole Earth Catalog au moteur de recherche Google dans son discours de juin 2005 à l'université de Stanford : « Dans ma jeunesse, il y avait une publication incroyable intitulée Whole Earth Catalog, qui était une des bibles de ma génération... C'était un peu comme Google en format papier, 35 ans avant l'existence de Google. C'était une revue idéaliste débordant d'outils épatants et de notions géniales. » Les communautés hippies ont vu dans Internet une autre réalité, une réalité imbriquée dans la réalité comme dans Ubik de Philip K. Dick. Une sorte d'état modifié de conscience. Nous pourrions dire que les hallucinogènes, comme le LSD, ont accompagné le passage des communautés hippies de la contre-culture à la cyber-culture.



Ubik, Philip K. Dick, 1969, Doubleday.

La forme politique d'Internet, tel que les pionniers se la représentaient, ne se trouve pas tant dans son contenu que dans la manière dont le réseau est organisé. Internet s'auto-organise, s'auto-contrôle et s'auto-critique. Internet est basé sur la confiance et le partage. Il n'a pas de hiérarchie. Internet est ouvert, il n'a ni frontières ni lois territoriales. Le réseau Internet comporte une architecture particulière : il est décentralisé. Aucun pôle ne contrôle Internet. Il est facile de s'y connecter, le réseau peut s'étendre à l'infini. C'est le premier exemple d'une communauté qui existe sans hiérarchie avec un nombre aussi important d'individus.

LOGICIEL LIBRE

SARAH



*Richard Stallman,
créateur du projet GNU
et de la Free Software
Foundation (FSF)*

À l'époque des débuts d'Internet et jusque dans le milieu des années 70, l'informatique et les logiciels se développent dans des systèmes ouverts. UNIX était distribué gratuitement et les codes sources des programmes circulaient librement. Avec l'arrivée du Personal Computer et donc de la démocratisation de l'informatique, les logiciels et les PC se transforment en objets de consommation courante. Les logiciels deviennent propriétaires afin de financer le développement des softwares et de générer des profits. Les entreprises qui rachètent des logiciels ferment leurs codes sources. Au début des années 80, Richard Stallman, scientifique, hacker et programmeur qui a notamment fait ses armes au MIT, se trouve dans son laboratoire de recherche et veut imprimer sur la Xerox du labo. L'imprimante a un problème de bourrage de papier et l'empêche d'imprimer. Stallman décide alors de programmer un pilote pour que cette erreur ne se reproduise plus. Malheureusement, il lui est impossible d'implémenter son pilote dans le code source de l'imprimante. Le code source est complètement fermé. Très frustré de cette mésaventure, il décide de lancer en 1983 le projet GNU (Gnu's Not Unix) qui donnera naissance au projet GNU/Linux. GNU est un système d'exploitation libre qui permet l'utilisation de tous les logiciels libres. GNU n'est pas seulement un projet technique, il est surtout une invention d'ordre juridique, dans l'esprit des pionniers du web. GNU génère la General Public License qui fixe les conditions légales de distribution des logiciels libres. La GPL met en oeuvre la notion de copyleft (jeu de mot avec copyright : droits d'auteur / gauches d'auteur). L'objectif de la license GNU GPL est de garantir à l'utilisateur les droits suivants sur un programme informatique :

« Liberté 0 : Exécuter le programme, pour tous les usages.

Liberté 1 : La liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à vos besoins. Pour ceci l'accès au code source est une condition requise.

Liberté 2 : La liberté de redistribuer des copies, donc d'aider votre voisin.

Liberté 3 : La liberté de distribuer des copies de vos versions modifiées à d'autres. En faisant cela, vous pouvez faire profiter toute la communauté de vos changements. L'accès au code source est une condition requise. »



*[http://fr.wikipedia.org /
wiki/Fork_\(développement
logiciel\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fork_(développement_logiciel))*

Ainsi, un nouveau « mode de production » apparaît grâce à l'informatique et à Internet. Les programmeurs / développeurs décident de se lancer de leur propre chef dans un projet (un logiciel, un plugin, un programme), puis ils partagent ce projet avec la communauté pour permettre aux autres de l'utiliser, de l'étudier, de l'augmenter, de le repartager (Système du Fork). Ces projets se construisent de manière auto-organisée et grâce à la motivation intrinsèque. Il n'y a pas de hiérarchie et la seule motivation que peut avoir un développeur à créer ou améliorer un projet est la sienne. Il ne le fait pas pour l'argent, la peur d'une punition ou la gloire (motivation extrinsèque). C'est ce que Bernard Stiegler appelle le processus d'individuation, faisant référence à Gilbert Simondon. L'individuation est le processus par lequel l'individu va se distinguer. La participation au logiciel libre est pour Stiegler une forme

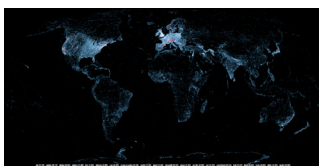
<http://creativecommons.fr>

LIMITES

VICTOR



Just install Linux...



Répartition des contributeurs à Wikipédia dans le monde

actuelle d'individuation. La communauté du logiciel libre possède un réel esprit politique. Elle lutte pour imprégner les outils des valeurs qui animent ses membres programmeurs : le partage du savoir, la production en contribution... Ces valeurs ont été un modèle pour d'autres types de projets. On a notamment vu l'émergence de la culture libre avec la création du Creative Commons (CC). L'organisation Creative Commons a pour but de proposer une solution alternative légale aux personnes qui souhaitent libérer leurs œuvres des droits de propriété intellectuelle. Ainsi plusieurs licences Creative Commons ont été créées.

Pour beaucoup, le logiciel libre et notamment l'idée d'une économie de contribution est une forme numérique du marxisme. Pourtant il existe de nombreuses différences entre ce que proposait Marx et ce que propose le « libre ». Pour Marx, le capitalisme comme tout mode de production atteindra ses limites lorsque les forces productives entreront en contradiction avec les rapports de production. Les propriétaires des moyens de productions deviendront une classe infime tandis que les masses se prolétariseront. La révolution deviendra alors inévitable. Le développement des classes moyennes vient contredire la prophétie de Marx et le capitalisme est toujours bien vivant. L'économie de la contribution reconnaît d'ailleurs la créativité du capitalisme et sa capacité à se réinventer en créant perpétuellement de nouveaux objets de consommation, de nouveaux besoins, alimentés par les découvertes technologiques. Mais si l'économie de la contribution peut cohabiter avec le capitalisme, elle n'en constitue pas le centre, elle se situe, au contraire, à ses marges.

Les idéaux du logiciel libre, comme ceux d'Internet, ont leurs limites. En effet, aujourd'hui, on sait que le taux de participation sur Internet répond à la règle des 1/10/100. 1% des participants créent activement des nouveaux contenus, 10% les éditent régulièrement, 100 % ne font que les lire ou les récupérer. C'est dire combien le taux de contributions est faible comparé au taux d'utilisateurs. Les contributeurs sont une petite minorité qui dispose d'un bagage technique et qui a la logique du libre. De plus, il y a une forte disparité des contributions sur Internet, ce sont majoritairement des participations occidentales pour des raisons culturelles, de langue, d'accès et de liberté d'expression. Beaucoup de pays d'Afrique n'ont pas accès à Internet et de nombreux pays d'Asie sont très limités dans leur utilisation d'Internet par leur gouvernement. Depuis qu'Internet est devenu courant dans les foyers occidentaux, son usage par une masse de personnes va à l'encontre des valeurs des pionniers du web. Internet se centralise : Cloud, datacenter, serveurs, et sites monopolistiques (Google) sont venus s'emparer de la toile.



*Comment la NSA
vous surveille?*

LOUISE

ROBIN

LOUISE

SARAH

Beaucoup de grosses entreprises qui ont le monopole sur Internet recapturent nos contributions, nos informations en particulier pour faire de la publicité ciblée. Facebook, Twitter, Google, Github, Ubuntu...

Facebook ou Google ?

Les deux

Ils vendent vraiment nos informations...

Cette centralisation transforme complètement l'architecture originelle du réseau pensée par les pionniers. Si ces grands groupes concentrent une part massive des connexions, ils créent des nœuds avec des structures verticales et donc une forme de contrôle.

Les valeurs d'Internet et du logiciel libre ont néanmoins fait émerger des outils efficaces qui pourraient apporter une réponse à la crise de la représentation politique. On parle de démocratie participative. La massification des usages a obligé Internet à trouver des moyens de faire participer, de prendre en compte des acteurs qui ne sont pas également dotés d'un capital culturel/technique suffisant pour prendre part aux débats. Le correctif qu'a proposé Internet est une forme moins exigeante, moins raffinée mais qui n'exclut pas. Internet propose des outils aussi simples que le commentaire, le tweet ou encore le like. On dit souvent : « Tenez un blog ! Si vous n'écrivez pas, tweetez ! Et si vous ne tweetez pas, likez ! » Le like étant la forme de participation la plus basique. Et c'est grâce à ce type d'outil que chacun peut participer aux débats sur Internet.



Like

EXEMPLES

SARAH

FLORIAN

SARAH

Quelques exemples concrets de l'utilisation d'Internet en politique :

Oh mais c'est Ségolène dans toute sa bravitude !

Ségolène Royal est une des premières en France à avoir utilisé Internet pour son image. Elle a notamment créé la Ségosphère en 2006, un projet pour et par les jeunes, qui permettait de réunir tous les citoyens ayant un blog sur Ségolène Royal, afin qu'ils se rencontrent et qu'ils débattent. Elle a également tenté de créer son programme politique, pour les présidentielles de 2012 par le « crowdsourcing », par les contributions des sympathisants socialistes. Ce programme, rédigé par les « citoyens-experts », n'a jamais vu le jour à cause des conflits d'idées indépassables. Un échec donc de « démocratie participative » pour Ségolène Royal, qui rédigea finalement son programme de manière traditionnelle.



90's Ségolène



King of the Internet

Obama quand à lui a utilisé les réseaux sociaux massivement lors des élections présidentielles américaines, afin de se rapprocher de ses électeurs. Il s'est entouré d'une équipe de 750 community managers qui lui permettait d'être présent tous les jours sur 25 réseaux sociaux. Il a été la personne qui a eu le plus de like sur Facebook et Instagram, et son tweet lors de sa victoire de 2012 a été pendant longtemps le tweet le plus re-tweeté depuis les débuts de twitter! Lors de sa campagne, il n'a pas voulu prendre le risque du participatif et du « crowdsourcing ». Il propose plutôt aux citoyens de se montrer en action en postant leurs vidéos sur le site mybarackobama.com. Ils se valorisent sur les réseaux sociaux par leur contribution. Un peu comme si l'aura du président re-jaillissait sur eux.



Comité de rédaction

En 2011, l'Islande se relève à peine de la crise des Subprimes. C'est un des seuls pays où des dirigeants de banques ont été poursuivis en justice. La classe politique islandaise propose à un certain nombre de citoyens de s'investir dans la rédaction de la nouvelle constitution. Ainsi s'est créé un comité de rédaction de 25 citoyens qui, à l'aide de Facebook, rédigea la nouvelle constitution islandaise, adoptée en octobre 2012. Facebook a permis aux Islandais de commenter, de liker et de participer à la rédaction de leur constitution. Les Européens ont vu dans cette forme d'implication citoyenne une solution à la crise de la représentation politique.



Facebook et la démocratie participative

Internet permet à chacun un accès aux données politiques, économiques, budgétaires... lorsque les États acceptent de les ouvrir.

La Quadrature du net (association française qui milite pour la neutralité du net et la transparence des informations) propose ainsi un outil dénommé « Mémoire politique » qui permet de savoir pour quelles lois les députés ont voté et s'ils sont donc fidèles à leurs engagements.

<https://memopol.lqdn.fr/>

Dans un autre contexte, l'open-data est une initiative du « gouvernement 2.0 » qui pousse les administrations à rendre publiques leurs données brutes. Ces informations ne concernent que les ministères non régaliens. Par ailleurs, Rennes et Nantes sont des villes qui ouvrent la plupart de leurs données.

<http://data.nantes.fr/>

Une des limites de l'activité politique sur Internet est que le destin d'une controverse reste imprévisible. Personne n'est capable de savoir comment une controverse commence sur Internet, comment elle se diffuse et pourquoi et comment elle se termine. De plus, l'organisation des débats sur Internet se fait en dehors des institutions et il est difficile de les suivre et de les contrôler.

On remarquera que les acteurs qui ont vraiment réussi à s'installer sur Internet ont créé les groupes les moins verticaux. Ceux dont l'organisation est la plus semblable à l'architecture du réseau.

CONCLUSION

VICTOR

Quelques questions ouvertes pour conclure.

Qu'est-ce qu'un État open source ?

- Est-ce que c'est un État qui n'a pas ou peu de hiérarchie , un État auto-organisé, proche de l'anarchie ?

- Est-ce que c'est un état qui est mû par la motivation intrinsèque des participants ?

- Est-ce que c'est un État où il n'y a pas de droit à la propriété, une économie de la contribution, une société du troc ?

Qu'est-ce que le code source d'un État ?

- L'activité des ministres ?

- Les relations internationales ?

- Les textes de lois ?

- L'implication des citoyens ?

- Les fiches sur les citoyens ?